



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## **ACCORD CADRE DE TRAVAUX**



**Communauté  
d'universités  
et établissements  
de Toulouse**

**COMUE de Toulouse**  
41 allées Jules Guesde  
CS 61321  
31013 TOULOUSE CEDEX 6  
Tél : 05 61 14 80 11

**Accord cadre n°2025-005 à 007**

**Agencement de l'Usine-Ecole Pad'Occ**

*Marché à procédure adaptée passé en application de l'article L.2123-1, R.2123-1 et R.2123-4 à R.2123-5 du code de la commande publique*

**Règlement de la consultation  
(RC)**

**Date limite de remise des plis : Mardi 18 mars 2025 à 12h00 (GMT +1)**

**Visite Obligatoire**

# SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION</b> .....	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2. POUVOIR ADJUDICATEUR</b> .....	<b>3</b>
<b>ARTICLE 3. DISPOSITIONS GENERALES</b> .....	<b>3</b>
3.1 Procédure.....	3
3.2 Publicité.....	3
3.3 Allotissement.....	3
3.4 Tranches.....	3
3.5 Prestation supplémentaire éventuelle.....	4
3.6 Variantes.....	4
3.7 Forme.....	4
3.8 Maximum de l'accord cadre.....	4
3.9 Durée.....	4
3.10 Lieux d'exécution.....	4
3.11 Langue.....	4
<b>ARTICLE 4. INFORMATION DES CANDIDATS</b> .....	<b>4</b>
4.1 Contenu du dossier de consultation.....	4
4.2 Questions durant la phase de consultation.....	5
4.3 Modalités de retrait et de consultation des documents.....	5
4.4 Modification de détail des documents de la consultation.....	5
4.5 Visite obligatoire.....	5
4.6 Intervenants au marché.....	6
<b>ARTICLE 5. CANDIDATURE</b> .....	<b>6</b>
5.1 Interdictions de soumissionner.....	6
5.2 Présentation en groupement.....	6
5.3 Présentation de la candidature.....	6
5.2 Examen des candidatures.....	8
5.3 5.5 Sous traitance au stade de la candidature.....	8
<b>ARTICLE 6. OFFRE</b> .....	<b>9</b>
6.1 Présentation de l'offre initiale.....	9
6.2 Analyse des offres.....	9
<b>ARTICLE 7. MODALITE DE TRANSMISSION DES PLIS</b> .....	<b>10</b>
7.1 Date et heure limites de réception des plis.....	10
7.2 Conditions de transmission des plis par voie dématérialisée.....	10
<b>ARTICLE 8. NEGOCIATION</b> .....	<b>12</b>
<b>ARTICLE 9. CONTENTIEUX</b> .....	<b>12</b>
9.1 Différends.....	12
9.2 Litige et contentieux.....	12

## ARTICLE 1.OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation concerne l'agencement de l'usine école Pad'Occ

## ARTICLE 2.POUVOIR ADJUDICATEUR

COMUE de Toulouse  
41 allées Jules Guesde  
CS 61321  
31013 Toulouse Cedex 6

### **Nom, prénom et qualité du signataire du marché :**

Monsieur le président de la COMUE, Michael Toplis

### **Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R2191-59 à 62 du code de la commande publique :**

Monsieur le Président de la COMUE de Toulouse Michael TOPLIS  
marche@univ-toulouse.fr

### **Désignation, adresse, téléphone du comptable assignataire :**

Madame l'agent comptable de la COMUE de Toulouse, Cécile Fromion  
Université de Toulouse  
41 allées Jules Guesde  
CS 61321  
31013 Toulouse Cedex 6  
Tel : 0561149341

## ARTICLE 3.DISPOSITIONS GENERALES

### **3.1 Procédure**

La présente consultation est passée en procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et R.2123-4 à R.2123-5 du code de la commande publique.

### **3.2 Publicité**

La présente consultation est soumise aux dispositions de l'article R2131-12 2°) du code de la commande publique.

### **3.3 Allotissement**

Pour la présente consultation, les besoins sont divisés en lots faisant l'objet de 3 marchés distincts

Lot	Objet	Code CPV
1	Signalétique	45451000-3 Travaux de décoration
2	Menuiserie	45422100-2 ouvrages en bois
3	Equipement et prestations techniques	45311000-0 Travaux de câblage et d'installations électriques.

### **3.4 Tranches**

Le présent marché ne comprend pas de tranches.

### **3.5 Prestation supplémentaire éventuelle**

Le présent marché ne comprend pas de PSE.

### **3.6 Variantes**

Le présent marché n'autorise pas les variantes.

### **3.7 Forme**

Le marché est un accord-cadre pour les lots 1 et 3 et un accord cadre composite traité à prix unitaires et forfaitaires pour le lot 2.

### **3.8 Maximum de l'accord cadre**

Conformément aux articles R2121-8 et R2162-4 du code de la commande publique, l'accord cadre est passé avec un maximum de : 210 000€ HT réparti comme suit :

Lot 1 : 90 000€ HT

Lot 2 : 45 000€ HT

Lot 3 : 75 000€ HT

### **3.9 Durée**

Le présent accord cadre prendra effet à compter de sa notification.

Il est conclu pour une durée d'un (1) an avec possibilité de renouvellement trois (3) fois pour une durée d'un (1) an, sans que la durée ne puisse excéder les 4 ans.

La reconduction est tacite. La résiliation devra avoir lieu 2 mois avant la date anniversaire de la notification du marché.

### **3.10 Lieux d'exécution**

Les travaux auront lieu à la MFJA située rue Tarfaya à Toulouse.

### **3.11 Langue**

Tous les documents écrits remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il fournit à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en langue française.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution du marché s'effectuera en français.

En cas de candidature sous forme de DUME, ce dernier doit être rédigé en français.

## **ARTICLE 4. INFORMATION DES CANDIDATS**

### **4.1 Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation comprend :

- Le présent règlement de consultation ;
- Le fichier « Conseils pour répondre à un marché à la COMUE »
- L'acte d'engagement à compléter pour chaque lot
- Le CCAP commun aux 3 lots
- Le CCTP commun aux 3 lots

- L'annexe financière propre à chaque lot
- La charte graphique Padocc
- Le plan de l'usine école principe de fabrication + la signalétique

Le marché est soumis au CCAG Travaux, non joint, mais disponible à l'adresse suivante : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310421> Travaux

#### **4.2 Questions durant la phase de consultation**

Pendant la phase de consultation, les candidats font parvenir leurs questions et demandes de renseignements complémentaires uniquement par voie dématérialisée via la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE): [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

Les candidats font parvenir leurs questions uniquement par voie dématérialisée sur PLACE au plus tard 6 jours ouvrés avant la date limite de remise des plis. Le pouvoir adjudicateur transmet sa réponse au plus tard 4 jours ouvrés avant la date de remise des plis.

#### **4.3 Modalités de retrait et de consultation des documents**

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat. Il est disponible sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) à l'adresse électronique suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique n'est autorisée.

Lorsque le demandeur opte pour un retrait électronique, il doit au préalable connaître la Charte d'utilisation mentionnée par la place des marchés interministerielle « marches-publics.gouv.fr » et fournir, via le renseignement d'un formulaire électronique, trois informations indispensables : « le nom de l'organisme » au nom duquel les documents sont demandés, « le nom de la personne physique téléchargeant les documents » et « une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance par courriel ». Toute information préjugée erronée peut nuire à la transmission des documents. L'exactitude de ces informations est laissée à l'entière responsabilité du demandeur.

En cas d'échec dans le téléchargement des documents, le candidat pourra demander à ce qu'ils lui soient envoyés par mail. La demande devra être adressée à [marche@univ-toulouse.fr](mailto:marche@univ-toulouse.fr) Le dossier leur parviendra sous format numérique.

#### **4.4 Modification de détail des documents de la consultation**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard huit (8) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation ou apporter des compléments d'informations de détail ou des documents supplémentaires. Les candidats devront, alors, répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Dans le cas où un soumissionnaire aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limites de dépôt des offres.

Dans l'hypothèse où la date de remise des offres initialement fixée ne permet pas la modification ou la transmission des offres dans le délai imparti, cette date sera reportée par l'acheteur. Les candidats identifiés sont informés du report de la date limite de remise des plis.

**NOTA : Les candidats sont invités à s'identifier lors du téléchargement du dossier, afin de pouvoir être alertés par toute modification éventuelle du DCE ou toute réponse aux questions posées par des candidats dans le cadre de la consultation.**

#### **4.5 Visite obligatoire**

Afin de prendre connaissance des contraintes relatives à l'exécution des prestations, les candidats doivent visiter le site d'exécution des prestations avant la remise de leur offre.

Pour procéder à cette visite, les candidats contactent : [johanna.orus@padocc.fr](mailto:johanna.orus@padocc.fr) et [juliette.mas@absolute-event.com](mailto:juliette.mas@absolute-event.com)

Les visites ont lieu du 24 février au 12 mars 2025 selon les modalités fixées par les adresses mail ci-dessus..

Cette visite a pour objectif de permettre aux candidats de prendre connaissance des lieux et de pouvoir répondre au mieux à la présente consultation.

Pour rappel, aucune question ne pourra être posée lors de la visite. Les questions devront être faites par écrit, suite à la visite. Les réponses seront adressées par écrit et transmises à l'ensemble des candidats.

A l'issue de cette visite, les participants reçoivent un certificat de visite. Les candidats joignent ce certificat à leur offre.

**L'offre d'un candidat n'ayant pas procédé à la visite obligatoire est déclarée irrégulière et éliminée.**

#### **4.6 Intervenants au marché**

Les intervenants au marché sont définis ci après :

AMO	Absolute event
Contrôleur technique de la construction	une consultation sera lancée prochainement
Coordinateur sécurité et protection de la santé	une consultation sera lancée prochainement

## ARTICLE 5. CANDIDATURE

### **5.1 Interdictions de soumissionner**

Conformément aux dispositions des articles L2141-1 à L2141-5 du code de la commande publique, le soumissionnaire ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Lorsqu'un soumissionnaire se trouve, en cours de procédure, en situation d'interdiction de soumissionner, il en informe, sans délai, le maître de l'ouvrage. En cas d'interdiction de soumissionner obligatoire, le soumissionnaire est automatiquement exclu de la procédure.

### **5.2 Présentation en groupement**

Le marché pourra être attribué à une seule entreprise ou à un groupement d'entreprises.

En cas de groupement :

- Le mandataire du groupement sera obligatoirement désigné dès la candidature.
- L'acheteur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements pour un même lot. Un candidat peut faire partir de différents groupements pour les différents lots.

En cas de candidature sous forme de groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire de chacun des membres.

### **5.3 Présentation de la candidature**

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

Les candidats ont le choix de présenter leur candidature sous forme de document unique de marché européen (DUME) ou hors DUME.

### **5.1.1 Candidature hors DUME**

Les candidats auront à produire un dossier complet comprenant obligatoirement les pièces suivantes :

1) **Le formulaire DC1 complété** téléchargeable à partir du lien : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

2) **Le formulaire DC2 complété** téléchargeable à partir du lien : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

précisant les éléments suivants, pour chaque cotraitant en cas de groupement et pour chaque sous- traitant éventuel désigné à l'offre :

- Le nom ou la dénomination de l'entreprise, l'adresse du siège du candidat ou du siège social, ainsi que ceux du service qui exécutera les prestations ;
- La forme juridique du candidat (SA, SARL...);
- Les noms et fonctions des personnes ayant pouvoir d'engager la société ;
- Pour les candidats établis en France, le numéro et la ville d'enregistrement (SIREN, RCS, répertoire des métiers) ;
- Pour les candidats non établis en France, le numéro, la ville et le pays d'enregistrement;
- Le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires au cours des trois derniers exercices concernant les prestations auxquelles se réfère la présente consultation;

Sera annexée à cette déclaration le document suivant :

- La copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire.
- Rubrique F1 complétée

3) **Documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat : Kbis de moins de 3 mois.** Si le signataire du DC1 n'est pas le représentant légal, la délégation de pouvoir ou de signature datée et signée en original ;

4) **Une attestation d'assurance en cours de validité** (responsabilité civile et/ou décennale) ;

5) **Le certificat de visite de sites** délivrée par le pouvoir adjudicateur une fois les visites effectuées

Les filiales de groupes pour se prévaloir des compétences de leur maison mère doivent fournir un document engageant la maison mère de mettre à leur disposition les moyens professionnels, techniques et financiers présentés dans leur candidature.

Les cotraitants fourniront le DC1 et le DC2, ainsi que les délégations de pouvoir appropriées.

6) **En cas de co traitance : DC1, DC2, Kbis et assurance**

7) **CACES pour le lot 1**

8) Qualifelec courant fort MGTI ou équivalent

### **5.1.2 Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen (DUME)**

Les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme du DUME en renseignant uniquement la partie IV – a « indication globale pour tous les critères de sélection ».

Si le candidat s'appuie sur un ou des sous-traitants ou sur tout autre tiers pour faire acte de candidature, il renseigne la partie II-C du DUME et fournit pour chacun de ces sous-traitants ou tiers un formulaire DUME distinct signé par le sous-traitant ou tiers et contenant les informations

des sections A et B de la partie II ainsi que celles de la partie III et, le cas échéant, les parties IV et V.

Si le candidat ne s'appuie pas sur de la sous-traitance pour faire acte de candidature mais qu'il a l'intention de sous-traiter une part du marché, il renseigne la partie II-D du DUME et fournit les informations figurant dans les parties II-A et B et III pour chacun de ces sous-traitants.

Une entreprise qui aurait fait l'objet d'une résiliation de son engagement pour manquement à ses obligations contractuelles au cours des trois dernières années avec l'un des membres du groupement ou dont la qualité des prestations est reconnue comme insatisfaisante (justifié par courrier AR) doit justifier par un courrier annexé à sa candidature des mesures correctrices mises en place pour supprimer les problématiques rencontrées ; à défaut, la candidature pourra être écartée.

Les candidats dont l'expérience ou les capacités professionnelles, techniques ou financières apparaîtraient insuffisantes ou sans rapport avec le besoin exprimé, verront leurs candidatures éliminées.

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra fournir en outre les pièces prévues aux articles R.2143-5 à R.2143-10 du code de la commande publique.

Afin de répondre aux obligations de vérification de la régularité fiscale et sociale, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché sera invité par le pouvoir adjudicateur à fournir pièces prévues aux articles R.2143-5 à R.2143-10 du code de la commande publique. Le défaut de présentation de ces documents par le candidat retenu, dans le délai imparti, entraîne le rejet de son offre.

Le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire à son tour les pièces nécessaires. Le cas échéant, cette procédure est renouvelée jusqu'à épuisement des offres classées.

Dans le cas où ces informations ne figureraient pas dans le DUME, le candidat devra fournir :

- Lot 1 : CACES à jour de la ou des personnes qui exécuteront les prestations d'installation

## **5.2 Examen des candidatures**

Les candidatures sont examinées en application des articles R.2144-1 à R.2144-7 du code de la commande publique.

Si le pouvoir adjudicateur constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous.

Ce délai est précisé dans la demande de régularisation.

Elimination des candidatures:

- Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande régularisation sont éliminées.
- Les candidatures qui ne justifient pas de l'aptitude professionnelle ou qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques et financières suffisantes demandées pour l'exécution du marché sont éliminées;
- Les candidatures dont les plis sont arrivés hors délai sont éliminées.

## **5.3 5.5 Sous traitance au stade de la candidature**

Si le candidat ou l'un des membres du groupement s'appuie sur d'autres opérateurs économiques, tels que des sous-traitants, pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques ou financières, il produit les justificatifs de ces opérateurs ainsi qu'une déclaration écrite de ces derniers de la mise à disposition de leurs capacités professionnelles, techniques et financières, dans le cadre de l'exécution du présent marché.

A cet effet, le candidat utilisera le formulaire DC4 disponible à l'adresse : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

## ARTICLE 6. OFFRE

### 6.1 Présentation de l'offre initiale

L'offre est établie en euros.

L'offre du soumissionnaire comporte les pièces suivantes :

- L'acte d'engagement complété, pour chaque lot
- L'annexe financière
- Le certificat de visite
- Le mémoire technique du titulaire composé comme suit :
  - o Chapitre 1 : Méthodologie envisagée par l'entreprise pour exécuter les prestations
    - Garanties proposées
  - o Chapitre 2 : Moyens humains dédiés à l'exécution de la prestation
    - qualifications et l'expérience du personnel sur l'agencement sur-mesure
    - Références sur des travaux de même nature avec visuels
    - expérience du personnel sur le travail dans le milieu industriel
  - o Chapitre 3 : Gestion du temps
    - Modalités de gestion des approvisionnements
  - o Chapitre 4 : développement durable
    - Fiches techniques des matériaux indiquant la composition
    - Empreinte carbone pour réaliser la prestation (mode de transport,...)

**RAPPEL : le mémoire technique a pour objet de juger la qualité de l'offre. Les renseignements doivent être seulement et strictement liés à l'opération. Ils ne doivent pas être une simple énumération de l'organisation des moyens généraux de l'entreprise. Il est demandé à chaque candidat de respecter l'ordre et l'intitulé des chapitres et le contenu.**

### 6.2 Analyse des offres

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables, sont éliminées.

Toutefois, l'UT peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

L'UT peut demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre. Cette demande ne peut ni aboutir à une négociation ni à une modification de l'offre.

L'analyse des offres sera effectuée dans les conditions prévues aux articles R2152-3 à R2152-7 du code de la commande publique et donnera lieu au classement des offres.

#### 6.2.1 Méthode de notation des offres

Critères	Pondération
----------	-------------

<b>CRITERE PRIX</b>	<b>Prix des prestations Jugé sur la base de l'offre TTC apprécié au regard de l'annexe financière complétée (DQE lots 2 et 3 et )</b>	<b>30 points</b>
<b>CRITERE TECHNIQUE</b>	<b>Valeur technique de l'offre appréciée au regard du mémoire technique</b>	<b>70 points</b>
<i>Sous critère 1</i>	<i>Méthodologie envisagée par l'entreprise pour exécuter les prestations</i>	<i>20 points</i>
<i>Sous-critère 2</i>	<i>Moyens humains dédiés à l'exécution de la prestation</i>	<i>30 points</i>
<i>Sous-critère 3</i>	<i>Gestions du temps</i>	<i>15 points</i>
<i>Sous-critère 4</i>	<i>Critère développement durable : Empreinte carbone pour l'exécution de la prestation et choix des matériaux</i>	<i>5 points</i>

### **Méthode de notation du critère prix :**

Points obtenus = (montant de l'offre la moins élevée / montant de l'offre) x 30

### **6.2.2 Durée de validité des offres**

Les offres sont valables 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.

## **ARTICLE 7. MODALITE DE TRANSMISSION DES PLIS**

### **7.1 Date et heure limites de réception des plis**

Les plis devront être transmis avant le Mardi 18 mars 2025 à 12h00.

Les candidatures et les offres sont remises en une seule fois.

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites mentionnées ci-dessus. Les plis qui sont reçus ou remis après ces date et heure ne sont pas ouverts.

Les plis et la "copie de sauvegarde" parvenus hors délai sont inscrits au registre des dépôts et sont rejetés.

En cas d'envoi successifs par un même candidat, seul le dernier pli déposé avant la date limite de remise des plis, par voie électronique ou sur support matériel, est retenu.

### **7.2 Conditions de transmission des plis par voie dématérialisée**

Le dépôt électronique des plis s'effectue sur le site (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Ils disposent sur le site d'une aide qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des plis électroniques.

Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « aide » de la plate-forme :

- Manuel d'utilisation afin de faciliter le maniement de la plate-forme ;

- Assistance téléphonique ;
- Module d'autoformation à destination des candidats ;
- Foire aux questions ;
- Outils informatiques.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique au candidat que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.

**L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'État (PLACE) notamment, [nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr](mailto:nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr) ne sont pas traités comme des courriels indésirables.**

### **Présentation des dossiers et format des fichiers**

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats d'image jpg, png et de documents html.

Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutable, .exe, .com, .scr, etc. ;
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts, etc.

### **Signature électronique**

La signature électronique n'est pas exigée. Aucun document n'a à être signé obligatoirement lors du dépôt des offres.

**Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CAAdES ou PAdES.**

**L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'une signature électronique dans un autre format les expose à ce que les documents déposés soient illisibles, ce qui peut entraîner le rejet de leur offre pour cause d'irrégularité.**

La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le Niveau (\*\*\*) du RGS. Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://referencés.modernisation.gouv.fr>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat- membre de l'Union européenne.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

### **Horodatage**

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limite est considéré comme hors délai.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme empêchant la remise des plis dans les délais fixés par la consultation, la date et l'heure de remise des offres peuvent être modifiées.

### **Copie de sauvegarde**

Les candidats qui effectuent à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique numérique ou sur support papier doivent faire parvenir cette copie avant la date limite de remise des plis.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli cacheté comportant les mentions suivantes :

« Copie de sauvegarde » ;

Intitulé de la consultation ;  
Nom ou dénomination du candidat.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus par l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde (annexe 6 du code de la commande publique).

Le candidat qui envoie ou dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait à l'adresse suivante :

**COMUE de Toulouse**  
Service des Affaires Juridiques et Institutionnelles  
Pôle Marchés publics - 2ème étage -  
41 Allées Jules Guesde - CS 61321  
31013 TOULOUSE CEDEX 6

Le candidat peut également déposer une copie de sauvegarde électronique sous réserve de respecter strictement les exigences prévues par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique (annexe 8 du code de la commande publique : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000038318542>).

### **Antivirus**

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

## **ARTICLE 8. NEGOCIATION**

Conformément à l'article R2123-5 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier les éléments de la proposition (prix et/ou valeur technique) ou d'attribuer directement le marché sans phase de négociation.

La négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre, qu'ils soient techniques ou financiers. La proposition initiale du candidat et/ou les documents de consultation pourront être modifiés et/ou complétés suite aux négociations entreprises, sans pour autant qu'il soit porté de modifications substantielles.

La négociation est menée oralement ou par écrit. Les soumissionnaires sont informés par courrier électronique des conditions d'organisation, de la date, de l'heure, de la tenue de la négociation. Les offres finales issues de la négociation sont intégrées à l'analyse pour classement final.

## **ARTICLE 9. CONTENTIEUX**

### **9.1 Différends**

Le comité consultatif de règlement amiable ou litiges relatifs aux marchés publics peut être saisi selon les modalités fixées par les articles L2197-3 et 2197-4 du code de la commande publique. Le comité consultatif compétent est Bordeaux.

### **9.2 Litige et contentieux**

Le tribunal territorialement compétent est :

**Tribunal administratif de Toulouse**

68 rue Raymond IV - BP 7007 - 31068 TOULOUSE CEDEX 07

Tél : 05.62.73.57.57

Télécopie : 05.62.73.57.40

Courriel : [greffe.ta-toulouse@juradm.fr](mailto:greffe.ta-toulouse@juradm.fr)

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

En cas de recours contentieux, vous pouvez saisir le tribunal administratif au moyen de l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)